

**PROTOCOLE D'ACCORD SUR LES PRINCIPES D'EXPLOITATION DE LA LIGNE
REGULIERE INTERNATIONALE DE VOYAGEURS
ENTRE MOUSCRON (BELGIQUE) et WATTRELOS et ROUBAIX (France)**

Entre

Le Service Public de Wallonie, sis Boulevard du Nord n°8 à Namur (5000),
représenté par Monsieur Yvon LOYAERTS, directeur général,

D'une part,

Et

Lille Métropole Communauté Urbaine (France), sise à Lille (59034) à l'Hôtel de
Communauté, 1 rue du ballon, représentée par Monsieur Eric QUIQUET, 1^{er} vice-
président en charge des Transports, agissant en vertu d'une délibération en date du
1^{er} juillet 2011.

D'autre part.

Dans le cadre de la politique de coopération transfrontalière, il a été décidé, par délibération du 21 février 1992, la passation d'un protocole d'accord avec la Région Wallonne de Belgique, permettant la mise en place d'une ligne régulière internationale par autobus entre Mouscron en Belgique et Wattrelos en France. Cette ligne a été prolongée jusqu'à Roubaix en 1999.

Ce protocole a été renouvelé en janvier 1995 jusqu'au 31 juillet 1999. Il a fait l'objet d'un avenant, par délibération du 15 décembre 1995, portant sur la prolongation de la ligne jusqu'à Roubaix Eurotéléport.

Ledit protocole a de nouveau été renouvelé par délibérations successives, jusqu'au 31 décembre 2010.

Compte tenu de la stratégie de Lille Métropole visant à bâtir un système de transports cohérent à l'échelle de l'Euro Métropole, et des résultats de fréquentation enregistrés, il y a lieu de poursuivre la politique de développement des liaisons transfrontalières en concluant un nouveau protocole d'accord avec le Service Public de Wallonie (SPW), issu de la fusion entre le Ministère de l'Equipeement et des Transports et le Ministère de la Région Wallonne.

Il est arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet du protocole d'accord

Le présent protocole a pour objet de définir les principes d'exploitation d'une ligne régulière internationale de voyageurs par autobus entre Mouscron en Belgique et Wattrelos et Roubaix en France. Cette ligne est exploitée par des transporteurs désignés respectivement par chacune des parties signataires du présent protocole.

A ce titre, les deux parties signataires déterminent avec les transporteurs qu'elles auront choisi respectivement, les conditions d'exécution de la ligne concernée dans le respect du présent protocole d'accord. Cette désignation s'effectue conformément d'une part, aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France et en Belgique, et d'autre part au Droit européen.

Les transporteurs désignés concluent une convention définissant les conditions d'exploitation conjointes de la ligne et les mécanismes financiers.

Chacune des deux parties autorise son transporteur à sous traiter tout ou partie des services qui lui sont confiés, dans le respect des règles de concurrence applicable aux entreprises privées gestionnaires de transports publics, et dans le strict respect du présent protocole d'accord et du cahier des charges d'exploitation de la ligne considérée. Dans ce cas, chaque partie signataire du présent protocole transmet à l'autre partie un rapport indiquant la partie sous traitée, le nom de l'entreprise choisie et le kilométrage sous traité.

Le transporteur assume l'entière responsabilité de cette sous-traitance.

Au cours du présent protocole, chaque partie signataire va se doter d'un système de billettique, dont la mise en place prévisionnelle aura lieu en 2012 pour Lille Métropole et en 2014 pour le SPW. Chaque période transitoire fera l'objet de dispositions particulières reprises dans la convention à intervenir entre les transporteurs.

Article 2 – Consistance de la ligne

Les deux parties signataires du présent protocole s'engagent à faire respecter le schéma de ligne figurant en annexe du présent protocole.

Les deux parties signataires ou leurs représentants habilités définissent le plan de production de la ligne ainsi que la consistance de celui-ci.

Article 3 – Modification du service de transport

Toute modification durable du schéma de ligne ne peut intervenir que d'un commun accord entre les deux parties signataires du présent protocole.

Article 4 – Exploitation de la ligne

La ligne assure à la fois le trafic local de part et d'autre de la frontière, dans les mêmes conditions que celles applicables aux lignes des réseaux urbains belge, dénommé TEC HAINAUT, et français, dénommé TRANSPOLE, et les trajets transfrontaliers dans les conditions du présent protocole d'accord.

Chacune des parties est seule responsable vis-à-vis des tiers, des services qu'elle exécute dans le cadre du présent protocole d'accord, sans que la responsabilité de l'autre partie ne puisse être mise en cause quelle qu'en soit la raison.

Article 5 – Tarifs

Les tarifs applicables aux usagers de cette ligne sont fixés d'un commun accord entre les deux parties signataires en tenant compte des contraintes de structure tarifaire de chacune d'elles et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans chacun des deux pays.

Article 6 – Information des usagers

Les parties signataires s'engagent à signaler les points d'arrêts sur leur territoire de compétence, et à y afficher lisiblement les informations horaires mises à jour.

Elles assurent, dans des limites budgétaires à définir entre les parties signataires, d'un commun accord, et dans les formes qui leur conviennent, la promotion de la ligne considérée et l'information des usagers sur leur territoire de compétence.

Article 7 – Continuité du service de transport

Les parties s'engagent à assurer la continuité du service public de transport, objet du présent protocole, en toute circonstance sauf en cas de force majeure, et dans le respect de la législation applicable.

Article 8 – Equipements et matériels nécessaires à l'exploitation

Les deux parties signataires pourvoient à l'équipement en matériel et véhicules nécessaires au service, soit directement, soit par l'intermédiaire des transporteurs désignés, dans le respect du présent protocole d'accord et des règles de sécurité propres à chaque pays.

Les véhicules affectés à l'exploitation de cette ligne doivent faire l'objet d'un entretien régulier et doivent avoir une moyenne d'âge de huit ans et ne pas dépasser douze ans.

Chaque véhicule affecté à l'exploitation de la ligne considérée est équipé d'une signalisation identifiant la ligne et sa double intégration dans les réseaux de transports urbains TEC HAINAUT et TRANSPOLE.

Chacun des véhicules est également équipé d'un dispositif de comptage des voyageurs, puis, à compter de la mise en place des systèmes de billettique, des matériels nécessaires au bon fonctionnement des dispositifs belge et français.

Article 9 – Recettes d'exploitation

Les recettes proviennent du produit de tous les titres de transport en vigueur sur la ligne.

Elles sont comptabilisées hors taxes et réparties en parts égales entre les deux parties.

Chacune des deux parties signataires s'engage à mettre à la disposition de l'autre partie, sur simple demande, tout document ou élément permettant d'assurer le contrôle des recettes et à imposer la même obligation aux transporteurs désignés pour l'exploitation de la ligne considérée.

Article 10 – Charges d'exploitation

Chacune des deux parties signataires supporte la moitié des charges d'exploitation afférentes au fonctionnement de la ligne considérée, et dans des limites budgétaires à définir d'un commun accord, étant précisé que toute dépense engagée au-delà de ces limites restera à la charge de la partie qui en a eu l'initiative.

Elle s'engage à imposer au transporteur qu'elle aura choisi de mettre à la disposition de l'autre partie, et sur simple demande, tout document ou élément justificatif de ces charges.

Article 11 – Contrôles

Chaque partie peut mandater sur son territoire de compétence des représentants qui effectueront des contrôles dans tous les véhicules mis en service dans le cadre du présent protocole d'accord, portant notamment sur le fonctionnement de la ligne, l'équipement des véhicules et les passagers. Ces contrôles sont effectués dans les conditions financières visées à l'article 10.

Article 12 – Enquêtes statistiques

Chaque partie s'engage à imposer aux transporteurs désignés, la fourniture respective d'un récapitulatif mensuel des fréquentations journalières, des ventes de titres par catégorie de billetterie et des recettes correspondantes sur tous les véhicules mis en service dans le cadre du présent protocole d'accord.

Les parties conviennent également d'organiser, en concertation, des enquêtes destinées à l'établissement des recettes en provenance des voyageurs n'achetant pas leur billet à bord des véhicules, dans les conditions financières visées à l'article 10.

En outre, chaque partie peut procéder à ses frais à des enquêtes ponctuelles à bord des véhicules, en vue de déterminer les caractéristiques des passagers et des trajets effectués.

Il est précisé que ces dispositions peuvent évoluer lors de la mise en place des systèmes de billettique de chacune des parties.

Article 13 – Adhésion au protocole d'accord

Le présent protocole d'accord est consenti, et accepté expressément par les deux parties aux charges et conditions qui précèdent dans le cadre de la réglementation édictée par l'Union Européenne.

La signature du présent protocole d'accord entraîne l'adhésion complète aux dispositions qui précèdent, tant pour les deux parties contractantes que pour les transporteurs désignés par elles.

Il est mentionné dans les contrats qui pourront lier les deux parties signataires aux transporteurs désignés par elles ou toutes personnes physiques ou morales concourant à son exécution.

Article 14 – Durée du protocole d'accord

Le présent protocole d'accord prend effet au 1^{er} janvier 2011, pour une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 15 – Résiliation

La résiliation du présent protocole peut intervenir pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas, la résiliation est précédée d'un préavis dûment motivé et notifié dans un délai de six mois minimum avant sa date de prise d'effet. En vue de sauvegarder l'intérêt des voyageurs, cette résiliation prendra effet à l'expiration la plus tardive des trimestres scolaires belge et français en cours.

Sauf cas de force majeure, en cas de manquement grave de l'une ou l'autre des parties aux dispositions du présent protocole d'accord, celui-ci pourra être résilié par la partie lésée après mise en demeure dûment motivée et notifiée, et restée sans effet à l'expiration d'un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Cette résiliation s'effectue aux frais et risques de la partie défaillante.

Article 16 – Notification

Les notifications faites au titre du présent protocole d'accord sont effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 17 – Election de domicile

Le Service Public de Wallonie élit domicile Boulevard du Nord n°8 à Namur (5000) - Belgique.

Lille Métropole Communauté Urbaine élit domicile à l'Hôtel de communauté, 1 rue du Ballon, 59034 LILLE Cedex. - France

u Fait en 2 exemplaires,

A Namur, le

Pour le Service Public de Wallonie
Le directeur général


Yvon LOYAERTS

A Lille, le 28 FEV. 2012


Pour Lille Métropole,
Pour la Présidente,
Le 1^{er} vice président en charge des transports

Eric QUIQUET